Mélanges en l’honneur de Louis Dubouis

Au carrefour des droits

DALLOZ
SOMMAIRE

Préface
par Marie-France Christophe Tchakaloff, professeur à l'Université René-Descartes (Paris V) .................................................. XXV

Hommage au collègue aixois (Aix-en-Provence und Tübingen : Erinnerungen an die Begegnung zweier Juristenfakultäten),
par Thomas Oppermann, professeur à la Eberhard-Karls-Universität de Tübingen .......................................................... 1

JUSTICE ET JUGES

Une brèche dans la communauté de droit (La réserve d'ordre public de l'article 68, § 2 nouveau, du Traité CE),
par Claude Blumann, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), doyen honoraire de la Faculté de droit de Tours .......... 13

L'indépendance de la justice,
par Charles Debbasch, président honoraire de l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Aix-Marseille III), directeur du Centre de recherches administratives ........................... 27

Les Cours de Luxembourg et de Strasbourg ne sont pas des cours constitutionnelles,
par Louis Favoreu, professeur à l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Aix-Marseille III), vice-président de la Cour constitutionnelle de Bosnie Herzégovine ................................. 35

Le droit du Conseil de l'Europe dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme,
par Jean-François Flauss, professeur ordinaire à l'Université de Lausanne ...................................................................... 47
Les audaces calculées du Conseil d'État dans le domaine international (La remise en cause de l'équilibre des pouvoirs constitutionnels),
par François HERVOUËT, doyen de la Faculté de droit de Poitiers, chaire Jean-Monnet .................................................. 67

Une histoire de troïka,
par Daniel LABETOUILLE, président de la Section du contentieux du Conseil d'État .............................................................. 83

Retour vers 1968...
par Jean-François LACHAUZE, professeur à la Faculté de droit de Poitiers ................................................................. 91

Les moyens d'ordre public dans la procédure contentieuse communautaire,
par Rostane MEHDI, professeur à l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Aix-Marseille III) .................. 105

Le délibéré de la Cour de justice des Communautés européennes,
par Jean-Pierre PUSSOCHE, conseiller d'État, juge à la Cour de justice des Communautés européennes .................................... 121

La justice administrative marocaine (Propos sur une greffe réussie),
par Michel ROUSSET, professeur émérite, président honoraire de l'Université des sciences sociales de Grenoble ......................... 133

Les juges constitutionnel et administratif et le principe d'égalité devant le suffrage,
par André ROUX, professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence ................................................................. 147

Le rôle du Comité des ministres dans le système européen de protection des droits de l'homme (Dérive ou orthodoxie ?),
par Laurent SERMET, professeur à l'Université de la Réunion .......... 159

Le droit à un procès équitable, « hors les juridictions ordinaires »,
par Frédéric SUDRE, professeur à l'Université Montpellier I, chaire Jean-Monnet, directeur de l'Institut de droit européen des droits de l'homme ................................................................. 205

Petite note sous les « Grands Arrêts »,
par Jean-Claude VENEZIA, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris II) .............................................................. 221
SOMMAIRE

DROITS NATIONAUX ET DROIT COMMUNAUTAIRE

Le droit économique en France (Au carrefour des droits),
par Élie ALFANDARI, professeur émérite à l'Université Paris Dauphine (Paris IX) .............................................. 231

Le contrôle des aides d'État (Au carrefour des droits),
par Dominique BERLIN, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) .................................................. 251

Éléments de cohérence entre ordres juridiques distincts,
par Jean CHARPENTIER, professeur émérite à l'Université Nancy II ................................................................. 293

Des racines et des ailes (Essai sur les rapports entre droit communautaire et droit constitutionnel),
par Vlad CONSTANTINESCO, professeur agrégé à l'Université Robert-Schuman (Strasbourg III) ................................... 309

L'adaptation de l'administration publique italienne au processus d'intégration communautaire,
par Malika EVESQUE, ATER à l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Aix-Marseille III) ............. 325

Les droits collectifs dans les fonctions publiques française et communautaire (Similitudes et divergences),
par Pierre-Alexis Feral, conseiller juridique aux Communautés européennes ............................................................... 351

Privatisation et fonction publique,
par Jean-Michel GALABERT, président de section honoraria au Conseil d'État ..................................................... 371

La Suisse et l'Union européenne (Une intégration douce),
par Blaise KNAPP, professeur honoraire de l'Université de Genève .. 387

L'adaptation européenne des notions fiscales (Changement et complexité),
par Christian Louit, doyen honoraire, président honoraire, directeur de l'Institut de recherches Europe-Asie, Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Aix-Marseille III) .... 407

Contribution à l'étude de « la fonction publique à la française »,
par Gustave PEISER, professeur émérite à l'Université Pierre-Mendès-France (Grenoble II) ....................................... 417
Les aides à l'emploi,
par Jean Savatier, professeur émérite à la Faculté de droit de Poitiers .................................................. 435

La directive 89-665 CEE et le droit administratif hellénique,
par Épaminondas Spiliotopoulos, professeur émérite à l'Université d'Athènes ........................................ 449

La boîte de Pandore (Droit administratif et droit communautaire),
par Jean Waline, professeur à l'Université Robert-Schuman (Strasbourg III), ancien président de l'Université .......... 461

DROIT CONSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

Le principe de transparence en droit communautaire,
par Jacques Biancarelli, conseiller d'État, ancien juge au Tribunal de première instance des Communautés européennes, et Nicolas Robert, chargé d'enseignement à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) et à l'Université Paris-Nord (Paris XIII) .......... 493

Abus de droit et libertés fondamentales,
par Gérard Cohen-Jonathan, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), doyen honoraire de la Faculté de droit de Strasbourg .......................................................... 517

Élections européennes et élections nationales (Quelle exception française?),
par Jean-Claude Colliard, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) ........................................ 545

Bicameralisme et Parlement européen,
par Jean-Pierre Cot, professeur émérite de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) ......................................... 563

Sur la continuité de l'État,
par Jean Gicquel, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) ...................................................... 571

L'Union européenne et les droits fondamentaux (Un espace véritable de liberté?),
par Henri Labayle, doyen de la Faculté de Bayonne, chaire Jean Monnet de droit communautaire .................. 581
Du droit communautaire au droit interne (À la recherche d’un fondement constitutionnel du principe de protection de la confiance légitime),
par Franck MODERNE, professeur à l’Université Panthéon-Sorbonne (Paris I), directeur du Centre de droit public comparé des États européens, codirecteur de la Revue française de droit administratif .................................................. 595

La démocratie à l’heure de la société de l’information,
par Henri OBERDORF, professeur des Universités, directeur de l’Institut d’études politiques de Grenoble ........................................ 619

En marge de l’anthropologie juridique (Brèves réflexions sur la dialectique de l’ordre et du désordre pour une histoire des droits fondamentaux dans le système communautaire),
par Catherine SCHNEIDER, professeur agrégé des Facultés de droit, chaire Jean-Monnet en droit européen, directeur du pôle européen Jean-Monnet de Grenoble ........................................ 635

LA PAIX ET L’ORDRE INTERNATIONAL

Quelle place pour l’euro dans l’ordre monétaire international de demain?
par Jacques BOURRINET, professeur à l’Université de droit, d’économie et des sciences d’Aix-Marseille (Aix-Marseille III), chaire Jean-Monnet d’intégration économique européenne .................. 651

Du jus cogens aux normes intransgressibles (Quelques réflexions sur les techniques et disciplines juridiques impliquées dans le développement d’un ordre public international),
par Marie-José DOMESTICI-MET, professeur à l’Université de droit, d’économie et des sciences d’Aix-Marseille (Aix-Marseille III), directrice du Laboratoire de droit humanitaire ........................................ 661

La cantinière à la Cour de Luxembourg... (... ou de l’application du principe de l’égalité de traitement à l’accès au noble métier des armes),
par Xavier PRÉTOT, inspecteur à l’Inspection générale de l’administration, professeur associé à l’Université Panthéon-Assas (Paris II) ................................................................. 711

Les arrangements relatifs aux forces en attente des Nations unies (Un système hybride),
par Josiane TERCIET, professeur à l’Université Pierre-Mendès-France, membre du Centre d’études de défense et de sécurité internationale (Grenoble II) .................................................. 723
L’apparition récente dans l’Union européenne de dispositions concernant la sécurité et la défense sous le nom de PECD (Politique européenne commune de sécurité et de défense),
par Daniel Vignes, ancien chargé de cours à la Faculté de droit de Poitiers, directeur général honoraire auprès du Conseil de l’Union européenne, .......................................................... 749

DROIT DE LA SANTÉ

Une solution dans le débat sur le droit à la santé ? Le droit à la sécurité sanitaire (Approche de droit international),
par Michiel Belanger, professeur à l’Université Montesquieu (Bordeaux IV), directeur du Centre d’étude et de recherche en droit européen de la santé.......................................................... 767

La sécurité sanitaire (De l’obsession étatique à la paralysie professionnelle),
par Bernard Bonnici, directeur du Centre hospitalier intercommunal de Toulon-La Seyne-sur-Mer, chargé de cours à l’Université d’Aix-Marseille .......................................................... 777

L’objection à certains soins ou actes médicaux dictée par la conscience religieuse et la Convention européenne des droits de l’homme,
par Gérard Gonzalez, maître de conférences à l’Université de Perpignan .......................................................... 795

Le système hospitalier français face au droit communautaire de la concurrence,
par Jean-Michel Lemoyne de Forges, professeur à l’Université Panthéon-Assas (Paris II) .......................................................... 811

« La qualité de vie liée à la santé » dans le droit français,
par Philippe Ligneau, professeur émérite à la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers .......................................................... 833

Le contenu de nos assiettes à l’épreuve des règles communautaires et internationales (L’enjeu des aliments génétiquement modifiés),
par Anne Meyer-Heine, professeur à l’Université de Toulon et du Var .......................................................... 851

Les autorisations données par le président du conseil général en matière sanitaire et sociale,
par Jean-Marie Pontier, professeur à l’Université de droit, d’économie et des sciences d’Aix-Marseille (Aix-Marseille III) ................. 871